

La Stratégie pour une croissance verte de 2011 : allier croissance et souci de l'environnement.

En 2009, reconnaissant le risque de retour au « laisser faire » après la crise⁴, les ministres des pays de l'OCDE ont convenu d'accentuer les efforts de mise en œuvre des stratégies de croissance verte dans le cadre des réponses apportées à la crise financière. Ils ont invité l'OCDE à élaborer une Stratégie pour une croissance verte afin d'appuyer l'action des pays membres et des économies partenaires de l'OCDE en vue du redressement économique et d'une croissance écologiquement et socialement durable. La Stratégie pour une croissance verte de 2011 répond à ce mandat (OCDE, 2011a, 2011b, 2011c, 2011d). Elle offre aux gouvernements un cadre pour stimuler la croissance et le développement économiques, tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux indispensables au bien-être de l'humanité. La croissance verte a un plan d'action plus étroit que le concept apparenté de développement durable. Elle entend plus précisément faire progresser l'articulation économie-environnement, en favorisant l'innovation, l'investissement et la compétition qui peuvent générer de nouvelles sources de croissance économique compatibles avec des écosystèmes solides et durables (OECD, 2011a).

LA STRATÉGIE POUR UNE CROISSANCE VERTE

Redéfinir la croissance est une nécessité. De nouvelles opportunités économiques sont nécessaires pour améliorer les conditions de vie d'une population mondiale toujours plus nombreuse. Or, la croissance et le développement se trouvent de plus en plus menacés par les impacts négatifs des modèles de croissance traditionnels sur l'environnement physique dont dépend en définitive le bien-être de l'homme.

La raréfaction de l'eau, l'exacerbation des pénuries de ressources, l'aggravation de la pollution, le changement climatique et l'appauvrissement de la biodiversité sont autant de phénomènes qui pourraient compromettre la croissance. Les déséquilibres qui frappent les systèmes naturels risquent d'avoir des effets plus profonds, soudains et extrêmement préjudiciables à l'environnement, que l'expérience passée ne permet pas nécessairement de prévoir. Le changement climatique et l'appauvrissement de la biodiversité en particulier font peser des risques systémiques sur la croissance, le capital physique se trouvant plus particulièrement exposé en raison de l'intensification et de la multiplication des tempêtes, des sécheresses et des inondations, ainsi que pour les services écosystémiques essentiels tels que la purification de l'eau, la protection contre les inondations et la séquestration du carbone. Les circonstances diffèrent selon les pays, mais l'érosion du capital naturel et son remplacement par un capital physique toujours plus coûteux et limité risquent de provoquer des pénuries de ressources qui pourraient compromettre les gains attendus de l'activité économique future et contrarier la croissance.

Le capital naturel : un pilier de la croissance.

La mauvaise gestion et la sous-évaluation des ressources naturelles, notamment des terres et des écosystèmes, peuvent aussi entraîner des coûts humains et économiques considérables. Par exemple, le coût social de la pollution atmosphérique, en termes d'années de vie perdues et de répercussions sur la santé, a été estimé à 1 700 millions USD (dollars des États-Unis) en 2010 dans les seuls pays de l'OCDE (OCDE, 2014), 1 300 millions USD en Chine et à 2 500 millions USD en Inde. Ces coûts ne sont pas pris en compte dans la définition étroite de la croissance économique, notamment du produit intérieur brut (PIB) ; c'est pourquoi il est nécessaire d'utiliser des mesures plus complètes de la prospérité, reconnaissant le rôle du capital naturel dans la croissance économique et le bien-être humain, ainsi que les limites et les coûts des technologies de production et des comportements de consommation actuels.

La croissance verte peut aussi créer des opportunités, par exemple en développant les marchés des technologies, procédés et services verts, en renforçant la confiance des marchés grâce à des politiques environnementales plus claires et en encourageant l'innovation et les gains d'efficacité. Les emplois nouvellement créés, la gestion efficace des ressources naturelles et les gains de productivité pourront aussi générer de nouvelles opportunités économiques (OCDE, 2011a).

La croissance verte en quatre étapes. La Stratégie pour une croissance verte définit un cadre permettant aux gouvernements de promouvoir la croissance économique tout en préservant le capital naturel. Elle propose quatre grandes étapes : aligner les objectifs économiques et environnementaux ; mettre en œuvre les cadres d'action nécessaires pour tarifier la pollution et promouvoir une utilisation efficace des ressources ; prendre en charge les conséquences sociales de la croissance verte ; et instaurer des mécanismes pour évaluer et suivre les progrès (graphique 1.1).

